

F. 83 — 1817

8 JUILLET 1983. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles comptant au moins trois enfants à charge

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 8 juin 1983, accordant des prêts d'études aux familles comptant au moins trois enfants à charge;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et des prêts d'études, donné le 29 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par des considérations sociales militent en faveur du traitement immédiat des demandes de prêts en suspens depuis septembre 1982;

Vu la délibération de l'Exécutif du 8 juillet 1983;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique,

Arrêtons :

Article 1er. § 1er. Le bénéfice du décret du 8 juin 1983, accordant des prêts d'études aux familles comptant au moins trois enfants à charge, est réservé :

1° aux familles belges, qui, à la date limite fixée pour l'introduction des demandes de prêts, résident en Belgique et y comptent au moins trois enfants à charge;

2° aux familles originaires d'un pays membre de la Communauté économique européenne qui, à la date limite susvisée, résident en Belgique et y comptent au moins trois enfants à charge, pour autant qu'elles puissent se prévaloir des dispositions de l'article 12 du règlement C.E.E. 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

3° aux familles dont les membres ont la qualité de réfugié politique reconnue par la délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations-Unies, pour les réfugiés, pour autant qu'à la date limite susvisée, elles résident en Belgique depuis un an au minimum et y comptent au moins trois enfants à charge;

4° aux familles originaires de pays extérieurs à la Communauté économique européenne qui, à la date limite susvisée, résident en Belgique depuis cinq ans au minimum et y comptent au moins trois enfants à charge; en outre, la famille requérante doit pouvoir se prévaloir de l'aval de deux garants belges, solidaires, ayant disposé chacun, pour l'ensemble des trois années civiles précédant le début de l'année scolaire ou académique pour laquelle le prêt est sollicité, de revenus globaux nets imposables dont la somme atteint au moins un millions de francs.

§ 2. Dans tous les cas susvisés, la famille est tenue de préciser nommément l'enfant pour lequel le prêt est demandé.

Art. 2. Sont réputés à charge les enfants dont la famille supporte la charge exclusive ou principale. L'enfant handicapé à plus de 66 p.c. sera compté comme deux enfants à charge.

Art. 3. Un prêt ne peut être consenti que pour autant que les revenus globaux nets imposables de la famille requérante ne dépassent pas 150 p.c. du plafond prévu, en matière d'allocations d'études, pour l'année scolaire ou académique en cause et pour un chef de famille comptant trois personnes à charge. Ce plafond sera majoré par personne à charge supplémentaire, du montant prévu en matière d'allocations d'études.

Art. 4. § 1er. Les conditions pédagogiques d'octroi des allocations d'études régissent l'octroi des présents prêts.

§ 2. Les demandes de prêts doivent être introduites au plus tard le 31 octobre de l'année scolaire ou académique en cause. Toute-

fois, pour l'année scolaire ou académique 1983/1984, cette date limite est reportée au 31 décembre 1983.

Art. 5. § 1er. Les familles ont la possibilité de choisir le montant du prêt sollicité, selon les normes suivantes :

1° 12 000 ou 20 000 F par élève de l'enseignement secondaire;
2° 15 000 ou 30 000 F par étudiant de l'enseignement supérieur.

§ 2. Le prêt accordé est liquidé en un seul versement dans le courant du 2e semestre de l'année scolaire ou académique envisagée.

§ 3. Il n'est accordé, dans le cadre du présent arrêté, qu'un seul prêt par année d'études et par élève ou étudiant.

Art. 6. L'intérêt est fixé à 7 p.c. l'an, sur le solde restant dû. Néanmoins, l'Exécutif se réserve le droit d'aménager ce taux chaque année, pour les nouveaux prêts qu'il consentirait.

Art. 7. Le remboursement du prêt est prévu en vingt semestrialités constantes, à partir du 1er avril de l'année scolaire ou académique qui suit celle pour laquelle le montant du prêt a été liquidé.

Les remboursements semestriels sont effectués sur un compte courant, ouvert au Crédit Communal de Belgique.

Le remboursement anticipatif du prêt est autorisé, selon les modalités arrêtées par le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française.

Art. 8. § 1er. Sur décision du Ministre de l'Enseignement de la Communauté française, le remboursement du prêt devient exigible dans sa totalité en cas d'obtention frauduleuse du prêt, d'erreur matérielle, volontaire ou non, ou de l'absence de paiement de deux semestrialités successives à l'échéance.

§ 2. La demande de remboursement qui s'ensuit est notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste mentionnant :

1° les paiements faits et leur date;
2° les motifs pour lesquels le remboursement est exigé;
3° la somme totale réclamée.

§ 3. La récupération, si le débiteur ne donne aucune suite à la demande de remboursement précitée, se fera selon les procédures suivantes, dans l'ordre où elles sont mentionnées :

1° récupération sur le montant des prêts octroyés et non encore liquidés;
2° récupération par l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.

§ 4. Toute procédure de recouvrement, hormis pour erreur matérielle involontaire, entraîne la suspension de l'octroi de tout nouveau prêt.

Art. 9. L'octroi de prêt et les modalités de remboursement sont subordonnés à la signature par les parties, d'un contrat dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions des articles 4, § 2, et 5, § 2, des prêts d'études seront accordés pour l'année scolaire ou académique 1982-1983, aux familles qui ont introduit, avant l'entrée en vigueur du décret du 8 juin 1983 susvisé, une demande auprès de la Ligue des Familles, pour autant qu'elles remplissent les autres conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1983.

Art. 12. Le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement
de la Communauté française de Belgique,

R. URBAIN

VERTALING

N. 33 — 1817

8 JULI 1983. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden en de wijzen van toekenning en terugbetaling van studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1983 tot toekenning van studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en Studieleningen, gegeven op 29 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gewettigd door sociale overwegingen die de onmiddellijke afhandeling van de sedert september 1982 ingediende aanvragen voor leningen vereisen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 8 juli 1983;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Het decreet van 8 juni 1983, tot toekenning van studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben, is alleen van toepassing op :

1° de Belgische gezinnen die op de uiterlijke datum voor de indiening van de aanvragen voor leningen, in België verblijven en er minstens drie kinderen ten laste hebben;

2° de gezinnen afkomstig uit een land dat lid is van de Europese Economische Gemeenschap en die, op bovenbedoelde uiterlijke datum, in België verblijven en er minstens drie kinderen ten laste hebben, voor zover de bepalingen van artikel 12 van verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap op hen van toepassing zijn;

3° de gezinnen waarvan de leden door de afvaardiging in België van het Hoge Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen als politiek vluchteling erkend zijn, voor zover zij, op bedoelde uiterlijke datum, sedert minstens een jaar in België verblijven en er minstens drie kinderen ten laste hebben;

4° gezinnen afkomstig uit landen buiten de Europese Economische Gemeenschap die, op bovenvermelde uiterlijke datum, sedert minstens vijf jaar in België verblijven en er minstens drie kinderen ten laste hebben; bovendien moet het gezin dat de aanvraag indient zich kunnen beroepen op de borgtocht van twee Belgen die zich beide hoofdelijk borg stellen en die ieder in de drie kalenderjaren voorafgaand aan het school- of academiejaar waarvoor de lening wordt aangevraagd, over een globaal netto belastbaar inkomen van minstens één miljoen frank beschikt hebben.

§ 2. In alle bedoelde gevallen is het gezin ertoe gehouden de naam van het kind op te geven voor wie de lening wordt aangevraagd.

Art. 2. Worden beschouwd als ten laste de kinderen die volledig of hoofdzakelijk ten laste van het gezin zijn. Het kind dat voor ten minste 66 pct. minder-valide is telt voor twee kinderen ten laste.

Art. 3. Een lening kan enkel worden toegestaan voor zover het jaarlijks globaal netto belastbaar inkomen van het gezin dat de aanvraag indient, 150 pct. van het maximumbedrag vastgesteld voor de studietoelagen voor bedoeld school- of academiejaar en voor een gezinshoofd met minstens drie personen ten

laste, niet overschrijdt. Dit maximumbedrag zal per bijkomende persoon ten laste worden verhoogd met het bedrag dat voor de studietoelagen werd bepaald.

Art. 4. § 1. De pedagogische voorwaarden voor de toekenning van de studietoelagen gelden eveneens voor de toekenning van de bovenbedoelde leningen.

§ 2. De aanvragen voor het bekomen van leningen dienen uiterlijk op 31 oktober van bedoeld school- of academiejaar te worden ingediend. Voor het school- of academiejaar 1983/1984 wordt deze uiterlijke datum evenwel naar 31 december 1983 verschoven.

Art. 5. § 1. De gezinnen kunnen zelf het bedrag van de aangevraagde lening bepalen volgens de volgende normen :

1° 12 000 of 20 000 frank per leerling in het secundair onderwijs;

2° 15 000 of 30 000 frank per student in het hoger onderwijs.

§ 2. De toegekende studielening wordt in eenmaal uitbetaald in de loop van het 2e semester van bedoeld school- of academiejaar.

§ 3. In het kader van dit besluit wordt slechts één lening per studiejaar en per leerling of student toegekend.

Art. 6. De interest is vastgesteld op 7 pct. jaar, op het resterende terug te betalen saldo. De Executieve behoudt zich evenwel het recht voor dit percentage jaarlijks aan te passen voor de nieuwe leningen die zouden worden toegestaan.

Art. 7. De terugbetaling van de lening gebeurt in twintig vaste semestraliteiten met ingang van 1 april van het school- of academiejaar volgend op het jaar van uitbetaling van de lening.

De semestriële terugbetalingen worden gestort op een lopende rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België.

De voortijdige terugbetaling van de lening is toegestaan, op de door de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap bepaalde wijze.

Art. 8. § 1. Bij beslissing van de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt de volledige terugbetaling van de lening onmiddellijk opgeëist indien de lening op frauduleuze wijze bekomen werd, in geval van al dan niet opzettelijke materiële vergissing, of bij niet-storting van twee opeenvolgende semestriële terugbetalingen op de vervaldag.

§ 2. Het daarop volgend verzoek tot terugbetaling wordt aan de schuldenaar medegedeeld bij een ter post aangetekende brief waarin vermeld worden :

1° de reeds gedane betalingen en de data ervan;

2° de redenen waarop de eis tot terugbetaling is gesteund;

3° het totaal van de teruggevraagde som.

§ 3. Indien de schuldenaar geen gevolg geeft aan boven vermeld verzoek tot terugbetaling zal de invordering geschieden op de volgende wijzen in de volgorde waarin ze zijn vermeld :

1° invordering op het bedrag van de toegestane en nog niet uitgekeerde leningen;

2° invordering door het Bestuur van de BTW, Registratie en Domeinen.

§ 4. Elke invorderingsprocedure, behoudens in geval van onvrijwillige materiële vergissing, heeft de opschorting van de toekenning van elke nieuwe lening tot gevolg.

Art. 9. De toekenning en de wijzen van terugbetaling van de lening zijn afhankelijk van de ondertekening door de partijen van een overeenkomst. Het model van deze overeenkomst wordt door de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap bepaald.

Art. 10 In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4, § 2, en 5, § 2, worden voor het school- of academiejaar 1982/1983 studietoelagen toegekend aan de gezinnen die vóór de inwerking-treding van het decreet van 8 juni 1983, een aanvraag hebben ingediend bij de « Ligue des Familles » voor zover de andere voorwaarden bepaald in dit besluit zijn vervuld.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1983.

Art. 12. De Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister voor Volksgezondheid en Onderwijs
van de Franse Gemeenschap van België,

R. URBAIN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 7 octobre 1983, est acceptée, à sa demande, la démission de M. De Koster, J., de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 21 octobre 1983 :

— M. Verhofstadt, M., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Gand, est nommé conseiller à la Cour du travail de Gand;

— M. Nuyts, E., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai, est nommé vice-président aux tribunaux du travail de Courtrai, d'Ypres et de Furnes.

Par arrêtés royaux du 15 octobre 1983, sont nommés :

— Greffier :

— à la Cour d'appel de Bruxelles, M. Van der Hulst, M., commis-greffier principal à cette Cour;

— aux justices de paix des cantons de Paturages et de Dour, Mme Breuse, B., épouse Doye, commis-greffier aux justices de paix de ces cantons.

— Commis-greffier aux justices de paix des cantons de Rhode-Saint-Genèse, Kraainem et Herne, Mme Rijckbosch, M., épouse Lelièvre, employée sous contrat au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles.

Par arrêté royal du 7 octobre 1983 est nommée commis-secrétaire principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, Mme Gabriels, E., épouse Andries, commis-secrétaire à ce parquet.

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration des Douanes et Accises Nominations et mutations

Par décision du directeur général du 6 janvier 1983 M. Renier, Pierre, M.M., contrôleur en chef est muté à sa demande, à partir du 1er janvier 1983, de Mons (direction) à Bruxelles (Centre de formation professionnelle).

Par décision du directeur général du 10 janvier 1983, M. Petyt, Jean-Marie, L.M., receveur A, est muté à sa demande, à partir du 1er janvier 1983, de Ostende (D.A.E.), à Bruges (D.A.E.).

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 7 oktober 1983 is aan de heer De Koster, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 21 oktober 1983 :

— is de heer Verhofstadt, M., substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Gent, benoemd tot raadsheer in het Arbeidshof te Gent;

— is de heer Nuyts, E., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, benoemd tot ondervoorzitter in de arbeidsrechtbanken te Kortrijk, te Ieper en te Veurne.

Bij koninklijke besluiten van 15 oktober 1983, zijn benoemd tot :

— Griffier :

— bij het Hof van beroep te Brussel, de heer Van der Hulst, M., eerstaanwezend klerk-griffier bij dit Hof;

— bij de vrederechten van de kantons Paturages en Dour, Mevr. Breuse, B., echtg. Doye, eerstaanwezend klerk-griffier bij de vrederechten van die kantons.

— Klerk-griffier bij de vrederechten van de kantons Sint-Genesius-Rode, Kraainem en Herne, Mevr. Rijckbosch, M., echtg. Lelièvre, beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Bij koninklijk besluit van 7 oktober 1983 is benoemd tot eerst-aanwezend klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, Mevr. Gabriels, E., echtg. Andries, klerk-secretaris bij dit parket.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Administratie der Douane en Accijnzen Benoemingen en mutaties

Bij beslissing van de directeur-generaal van 6 februari 1983 wordt de heer Renier, Pierre M.M., hoofdcontroleur, met ingang van 1 januari 1983, op eigen verzoek, gemuteerd van Bergen (directie) naar Brussel (Opleidingcentrum).

Bij beslissing van de directeur-generaal van 10 januari 1983 wordt de heer Petyt, Jean-Marie L.M., ontvanger A, met ingang van 1 januari 1983, op eigen verzoek, gemuteerd van Oostende (D.A.E.), naar Brugge (D.A.E.).